


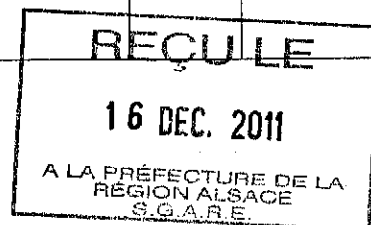
# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Strasbourg, le 14 décembre 2011

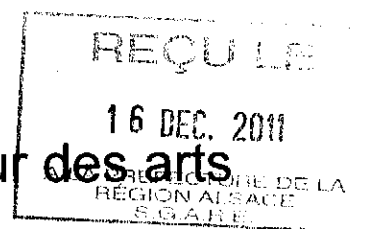
## Bordereau de transmission

à Préfecture de la Région Alsace  
Préfecture du Bas-Rhin  
Secrétariat général pour les  
affaires régionales et européennes  
5 place de la République  
67000 Strasbourg

Pièces	Nb de pièces	Objet de la transmission
Délibérations n° 021-2011, n° 022-2011, n° 023-2011, n° 024-2011, et n° 025-2011, votées lors du CA du 13 décembre 2011 de l'EPCC.	5	<b>Contrôle de légalité</b> <b>Transmis avec prière de me transmettre le double du présent bordereau tenant lieu d'accusé de réception.</b>   Aymée ROGE Administratrice



# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts



## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 021-2011

Séance du : 13 décembre 2011  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 9 dont 6 avec procuration de vote  
Absents non excusés : 1 sans procuration de vote

### 4<sup>e</sup> point de l'ordre du jour : budget primitif 2012

Le Conseil, après en avoir délibéré

approuve le budget primitif du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts pour l'exercice 2012 tel que figurant aux documents budgétaires en annexe ;

arrête aux sommes suivantes pour l'ensemble du budget principal, le montant des chapitres :

#### I - En section de fonctionnement :

Chapitre	Libellé chapitre	Montant
<b>DEPENSES</b>		<b>8 850 000</b>
011	Charges à caractère général	1 243 660
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 436 100
65	Autres charges de gestion courante	113 190
67	Charges exceptionnelles	57 050
<b>RECETTES</b>		<b>8 850 000</b>
70	Produits des services, des domaines et ventes	557 734
74	Dotations et participations	8 274 556
75	Autres produits de gestion courante	7 910
77	Produits exceptionnels	9 800

#### II. En section d'investissement :

Chapitre	Libellé chapitre	Montant
<b>DEPENSES</b>		<b>550 000</b>
21	Immobilisations corporelles	250 000
27	Autres immobilisations financières	300 000
<b>RECETTES</b>		<b>550 000</b>
13	Subventions d'investissement	250 000
27	Autres immobilisations financières	300 000

Total du Budget = 9 400 000 €

Vote

Votants	:	24
Pour	:	24
Contre	:	0
Abstention	:	0

**Adopté**

Le Président

Daniel PAYOT

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 021- 2011 du 13 décembre 2011

**Objet : Budget primitif du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts – exercice 2012**

## Exposé des motifs

Suite au débat d'orientations budgétaires pour l'année 2012 qu'a tenu le conseil d'administration le 15 novembre 2011, puis le 22 novembre 2011 en session extraordinaire, le budget primitif du Pôle, premier budget de plein exercice, présente trois grandes caractéristiques :

- il constitue un budget de transition, fondé sur les budgets directs antérieurs des trois sites d'enseignement - l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse, l'enseignement supérieur de musique du Conservatoire de Strasbourg - complétés de charges indirectes consenties jusque là par les villes et majorés des coûts d'autonomie nécessaires pour que le Pôle puisse faire face à un certain nombre de dépenses relatives à la gestion des ressources humaines : auto-assurance du risque chômage, cotisations au centre de gestion, adhésion au CNAS, prestations de paye assurées par le Département du Bas-Rhin pour l'essentiel ;
- il est doté d'une section d'investissement, pour couvrir les dépenses d'investissement courant de type pédagogique, l'investissement relatif au bâti et à l'immobilier continuant à relever des villes, propriétaires des bâtiments, espaces verts et véhicules ;
- il comprend les dépenses directes relatives à l'enseignement supérieur de musique du Conservatoire de musique de Strasbourg.

En conséquence, le budget primitif 2012 comprend deux sections, qu'il est proposé d'examiner successivement : une section de fonctionnement et une section d'investissement.

Il est rappelé qu'au sein des deux sections, les dépenses et les recettes correspondent aux montants antérieurement consentis et alloués par les villes et les autres partenaires que sont l'Etat et le Département du Bas-Rhin.

S'agissant du premier exercice budgétaire annuel du Pôle, et bien que les prévisions soient les plus précises possibles, il faut s'attendre à ce que des ajustements – en recettes comme en dépenses - interviennent en cours d'année, donnant lieu à des décisions modificatives qui seront soumises au conseil. Ainsi, conviendra-t-il par exemple, dès lors qu'elle sera connue, d'intégrer à ce budget, en dépenses et en recettes, la contribution de la Région Alsace.

### *I. Section de fonctionnement*

#### *a) Charges de personnels*

Les dépenses de fonctionnement sont pour l'essentiel constituées de charges de personnels et autres frais assimilés, pour un montant total de 7 436 100 euros.

La masse salariale et les charges afférentes constituent le plus important poste budgétaire du

S'agissant des dépenses de l'enseignement supérieur de la musique, l'option retenue constitue à inscrire au budget du Pôle :

- comme indiqué plus haut les dépenses réelles relatives aux frais de personnels ;
- les coûts réels des dépenses indirectes générées par le recrutement par le Pôle de deux ETP dédiés à l'enseignement supérieur de la musique (frais informatiques, de déplacements et de formation par exemple).

Il est proposé de ne pas inscrire au budget de l'établissement les dépenses indirectes du Conservatoire, qui demeurent donc au budget de ce dernier, et seront valorisées comme participation de la Ville de Strasbourg au fonctionnement du Pôle.

Les charges de fonctionnement s'élèvent à un total de 8 850 000 €.

Au total, les dépenses de fonctionnement prévisionnelles, masse salariale comprise, se répartissent par site comme suit pour l'année 2012 :

- 6 221 000 €, soit 70 % pour l'ESADS,
- 2 286 350 €, soit 26 % pour le Quai,
- 342 000 €, soit 4 % pour l'enseignement supérieur de la musique.

#### *B. Les recettes de fonctionnement*

Les recettes de fonctionnement sont constituées notamment de :

- 7 048 000 €, soit près de 80 % du total, des villes de Strasbourg et Mulhouse qui sont les plus importants contributeurs au fonctionnement du Pôle, avec respectivement une contribution de 5 150 000 € (58 %) et 1 898 000 € (soit 36 350 € de plus qu'au BP 2011, du fait des charges d'autonomisation (21%))
- 1 009 000 €, soit 11 % du total, de la part de l'Etat, avec 739 000 € de la part de la DRAC Alsace au titre du fonctionnement courant des écoles d'art, 29 000 € au titre du CFPI, 41 000 € additionnels, conditionnés au développement de la politique de recherche du Pôle, et 200 000 € de la part du Ministère de la culture et de la communication au titre de l'enseignement supérieur de la musique,
- 558 000 €, soit plus de 6 % du total de recettes propres aux écoles, constituées de droits d'inscription et de scolarité mais également de recettes des ateliers artistiques et de vente de ses ouvrages et publications ;
- 150 000 €, soit 1,7 % du total de part du Département du Bas-Rhin au titre de son soutien à l'éducation artistique.

A ces recettes, viendront s'ajouter au cours de l'année 2012 la contribution de la Région Alsace.

Ces recettes s'élevant au total à 8 850 000 euros, la section de fonctionnement est donc équilibrée.

## II. Section d'investissement

### *A. Les dépenses d'investissement*

Si les villes demeurent propriétaires de l'immobilier bâti et des véhicules, qu'elles mettront à disposition gracieuse du Pôle et dont elles couvriront à ce titre les dépenses d'investissement par leur propre budget, les dépenses d'investissement courant – constituées du matériel et de l'équipement pédagogique, seront réalisées par le Pôle.

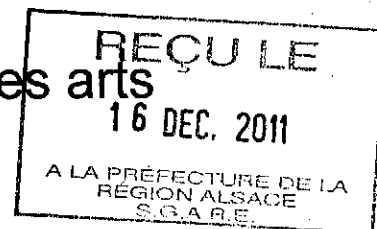
Aussi ce dernier doit-il se doter d'une section d'investissement dont le montant, en dépenses, correspond aux dépenses antérieurement consenties par les villes en cette matière, soit 250 000 € dédiés à l'investissement pédagogique, représentant 190 500 € (76%) pour l'ESADS

*II. En section d'investissement :*

<i>Chapitre</i>	<i>Libellé chapitre</i>	<i>Montant</i>
<b>DEPENSES</b>		<b>550 000</b>
21	Immobilisations corporelles	250 000
27	Autres immobilisations financières	300 000
<b>RECETTES</b>		<b>550 000</b>
13	Subventions d'investissement	250 000
27	Autres immobilisations financières	300 000

*Total du Budget = 9 400 000 €*

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts



## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 022-2011

Séance du : 13 décembre 2011  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 9 dont 6 avec procuration de vote  
Absents non excusés : 1 sans procuration de vote

### 5<sup>e</sup> point de l'ordre du jour : charte de l'établissement

Le Conseil, après en avoir délibéré

adopte la charte du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts jointe en annexe

#### Vote

Votants : 24  
Pour : 24  
Contre : 0  
Abstention : 0

#### **Adopté**

Le Président

Daniel PAYOT

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 22- 2011 du 13 décembre 2011

**Objet : adoption de la charte du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts**

## Exposé des motifs

Désireux d'inscrire dans un document écrit l'ensemble des valeurs partagées par les acteurs des trois sites, les directeurs des trois écoles réunies ont imaginé la rédaction d'une charte du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts. Ce processus a pour ambition de replacer l'enseignement artistique au cœur du projet du Pôle et aussi de maintenir et de donner du sens à une réforme technique des diplômes (dnspm, dnsep) et des structures (epcc).

Issue d'un processus collaboratif, ce document a d'abord été porté par un groupe de travail de quatorze enseignants issus des trois sites réunis une dizaine de fois durant l'année 2010/2011. Il a ensuite été transmis par courrier à la rentrée d'octobre à l'ensemble des agents du Pôle. Il a ensuite fait l'objet d'une réduction par le groupe de travail afin de le rendre plus dynamique pour être finalement présenté lors d'un séminaire d'enseignants le 2 décembre dernier à l'école supérieure des arts décoratifs.

Cette charte réunit en sept points ce qui justifie la réunion des trois écoles et fonde tout enseignement artistique supérieur. En effet, au-delà des apparences et de leurs histoires originales, les deux écoles supérieures d'art et les enseignements supérieurs de la musique du conservatoire basent leurs enseignements sur des fondamentaux partagés, comme :

- La pratique artistique, individuelle et collective
- L'encouragement de la création contemporaine
- L'invention de nouveaux territoires
- L'engagement dans la société contemporaine et l'espace public
- L'attachement au territoire rhénan transfrontalier
- La défense de la collégialité des enseignants
- La promotion d'une recherche associée à la création
- La défense du service public au travers la multitude des missions d'enseignement : formation initiale, formation continue, pratiques amateurs, etc.

Ce document s'adresse à l'ensemble des acteurs du Pôle, personnel administratif et technique, enseignants, étudiants, élus mais aussi futurs étudiants, partenaires et amis du Pôle pour redire toute l'originalité du projet mais aussi rappeler ce qui distingue les enseignements supérieurs artistiques au sein du système européen de l'enseignement supérieur.

## Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

adopte la charte du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts jointe en annexe.



## Charte du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

1. Le Conservatoire de musique, l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse se réunissent dans le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts pour promouvoir un modèle original d'enseignements artistiques, favorisant la porosité et la synergie des arts. Diversité et complémentarité fondent le projet du Pôle.
2. Depuis l'espace rhénan riche de traditions et d'échanges, le Pôle défend une pédagogie inédite fondée sur la pratique, individuelle et collective. Il encourage les croisements de points de vue et d'écoute locaux et internationaux. Le Pôle forme des créateurs inscrits dans leur époque et dans l'espace public, capables d'inventer de nouveaux territoires.
3. Le temps de la création excède celui de l'école et s'articule aux expériences de la vie. Le Pôle, prépare et accompagne les étudiants à inventer leur autonomie personnelle et professionnelle pour devenir des acteurs de la culture contemporaine.
4. Le Pôle garantit l'autonomie pédagogique et la collégialité des enseignements. Il dispense un enseignement diversifié, fondé sur une sélection exigeante et spécifique.
5. Le Pôle soutient la recherche associée à la création qui, par sa dimension empirique et expérimentale, produit des formes et de la connaissance. L'enseignement articulé de la théorie et de la pratique, indissociables dans le processus de création, structure la pédagogie et suscite des attitudes critiques.
6. Le Pôle assure une mission de service public éducatif et culturel.

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts



## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 023-2011

Séance du : 13 décembre 2011  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 9 dont 6 avec procuration de vote  
Absents non excusés : 1 sans procuration de vote

### 6° point de l'ordre du jour : règlement intérieur : points relatifs au conseil pédagogique et commissions pédagogiques de site

Le Conseil, après en avoir délibéré

arrête le projet de règlement intérieur (Titre I chapitre 2) joint en annexe.

#### Vote

Votants : 24  
Pour : 24  
Contre : 0  
Abstention : 0

#### **Adopté**

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' shape with a vertical line extending upwards from the top of the 'C'. Below the signature, the name 'Daniel PAYOT' is printed.

Daniel PAYOT

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 23- 2011 du 13 décembre 2011

**Objet : adoption du règlement intérieur / conseil pédagogique du Pôle et commissions pédagogiques de site**

## Exposé des motifs

Selon l'article 12 des statuts, il appartient au Conseil d'administration d'arrêter le règlement intérieur de ses différentes instances : conseil d'administration, conseil pédagogique, conseil artistique et scientifique. Le conseil du 30 septembre dernier a permis d'adopter la partie du règlement intérieur relative à la désignation des membres élus du conseil d'administration. Selon l'article 17 des statuts, il appartient au Conseil d'administration de déterminer la composition, le fonctionnement et les attributions du conseil pédagogique du Pôle.

Le projet de règlement intérieur ci-joint concerne le conseil pédagogique du Pôle et ses relations avec les commissions pédagogiques des trois sites. Le principe général de répartition de compétence entre trois instances pédagogiques de site, dites « commissions pédagogique de site » et un conseil pédagogique du Pôle est établi. La compétence générale est donnée aux commissions de site et la compétence du conseil pédagogique est limitée à un nombre précis de sujets. Le travail du conseil pédagogique est donc réservé aux questions dépassant l'intérêt des trois sites et pouvant être mieux résolues à cette échelle. Par exemple les questions touchant à l'harmonisation des études, aux conditions des études, aux relations internationales, à la recherche ou bien encore à la promotion de la mobilité des étudiants entre musique et arts visuels.

Le texte proposé à la délibération complète les statuts sur plusieurs points :

- les attributions et la composition des commissions pédagogiques de site
- le mode de désignation des coordinateurs
- les attributions et la composition du conseil pédagogique

Le conseil pédagogique est considéré comme une émanation des commissions de site qui désignent chacune des délégués. La répartition du nombre de délégués adoptée entre les trois sites est transitoire et fera l'objet d'une évaluation pour être révisée en 2013.

Une adoption de ce règlement intérieur permettra de constituer un lieu stable et partagé de travail pour les représentants des instances pédagogiques des trois sites. Il est aussi l'occasion de définir des règles partagées et transparentes de désignation des coordinateurs. Il est enfin l'occasion pour l'enseignement supérieur de la musique de se doter d'une instance pédagogique *ad hoc*.

## Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

- arrête le projet de règlement intérieur (Titre I chapitre 2) joint en annexe.

## REGLEMENT INTERIEUR

### TITRE I LES INSTANCES STATUTAIRES

#### CHAPITRE 2 LES INSTANCES PEDAGOGIQUES

##### Article 1 Les commissions pédagogiques de site

###### Article 1.1

###### Attributions des commissions pédagogiques de site

Les commissions pédagogiques de site (école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, Conservatoire supérieur de musique de Strasbourg, école supérieure d'art de Mulhouse) assurent la coordination des activités pédagogiques dispensées au sein de chacun des trois sites du Pôle. Les commissions pédagogiques de site sont compétentes pour toutes les questions relatives aux études dispensées sur les sites et mobilisant les moyens de chaque site. Elles organisent notamment les relations entre les années, les options, les classes ou les ateliers. Elles favorisent la circulation de l'information des différentes activités représentées sur chaque site. Les commissions pédagogiques de site renvoient au conseil pédagogique du Pôle toutes les questions dépassant les seuls intérêts du site.

###### Article 1.2

###### Composition des commissions pédagogiques de site

La commission pédagogique de l'école supérieure des arts décoratifs comprend

- Le directeur du Pôle
- le directeur de l'école supérieure des arts décoratifs
- le directeur des études et de la recherche en arts plastiques du Pôle
- 2 coordinateurs de l'année 1
- 3 coordinateurs de l'option art
- 3 coordinateurs de l'option communication
- 3 coordinateurs de l'option design
- 1 coordinateur du collège théorie
- 1 coordinateur des bases et plateaux techniques
- 1 représentant de la médiathèque
- 4 représentants des étudiants (1 pour chaque option et 1 pour la première année)

La commission de l'école supérieure d'art de Mulhouse comprend :

- le directeur du Pôle
- le directeur de l'école supérieure d'art de Mulhouse
- le directeur des études et de la recherche en arts plastiques du Pôle
- 1 coordinateur de l'année 1
- 2 coordinateurs de l'option art

## Article 2 Le conseil pédagogique

### Article 2.1

#### Attributions du conseil pédagogique

Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, le conseil pédagogique du Pôle n'intervient que si les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas, en raison des dimensions ou des effets de l'action, être mieux réalisés au niveau des sites.

Le conseil pédagogique du Pôle a vocation à qualifier et à traiter des projets d'intérêt général relatifs à la pédagogie pour l'ensemble des enseignements dispensés dans le Pôle. Les projets d'intérêt général sont, par exemple, ceux qui engagent des enseignements de plusieurs sites ou de plusieurs départements, des partenariats ou des programmes internationaux, des projets de recherche impliquant plusieurs partenaires, notamment d'autres établissements d'enseignement supérieur.

Le conseil pédagogique veille à l'harmonisation des cursus de manière à garantir l'équité des études entre les sites et entre les disciplines.

Le conseil pédagogique s'attache à étendre à l'ensemble du Pôle les pratiques améliorant la qualité et le confort des études.

Le conseil pédagogique traite enfin spécialement des projets favorisant la mobilité des étudiants entre les arts plastiques et la musique, et entre les différentes disciplines enseignées dans le Pôle. Pour cela, il encourage la possibilité pour les étudiants de personnaliser leur formation à travers l'offre globale d'enseignement.

### Article 2.2

#### composition du conseil pédagogique

Le conseil pédagogique du Pôle est composé des membres suivants :

- 1° le directeur
- 2° les directeurs-adjoints
- 3° Le directeur des études en arts plastiques
- 4° Le conseiller aux études supérieures du Conservatoire
- 5° Les délégués des commissions pédagogique de site :

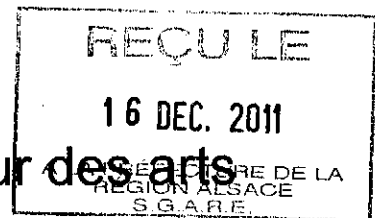
La commission pédagogique de l'école supérieure d'art de Mulhouse désigne trois délégués et leurs suppléants

La commission pédagogique de l'école supérieure des arts décoratifs de Strasbourg désigne six délégués et leurs suppléants

La commission pédagogique du conservatoire supérieur de Strasbourg désigne quatre délégués et leurs suppléants

6° Trois représentant(e)s des étudiant(e)s, (un(e) par site), désignés pour une période d'un an renouvelable par les délégués des sites en leur sein.

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts



## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 024-2011

Séance du : 13 décembre 2011  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 9 dont 6 avec procuration de vote  
Absents non excusés : 1 sans procuration de vote

### 7° point de l'ordre du jour : désignation des membres de la Commission d'appel d'offres et de la commission consultative des marchés

Le Conseil, après en avoir délibéré

désigne :

- M. Michel SAMUEL-WEISS en qualité de représentant de M. Daniel PAYOT, Président ;
- en tant que membres titulaires de la commission d'appel d'offres et de la commission consultative des marchés du Pôle :
  - Mme Michèle SEILER,
  - M. Alain SPOHR,
  - M. Emmanuel SEJOURNE ;

en tant que membres suppléants de la commission d'appel d'offres et de la commission consultative du Pôle :

- Mme Françoise BUFFET,
- M. Yanick WEYNACHT,
- M. Philippe GEISS.

### Vote

Votants : 24  
Pour : 24  
Contre : 0  
Abstention : 0

**Adopté**

Le Président

Daniel PAYOT

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

## Délibération du Conseil d'administration n° 024-2011 du 14 décembre 2011

**Objet : Désignation des membres de la commission d'appel d'offres et de la commission consultative des marchés**

### Exposé des motifs

Par délibération du 22 novembre 2011, le Pôle s'est doté de règles de passation des contrats, conventions, marchés et transactions, propres à permettre à l'établissement de fonctionner de manière souple et adaptée à ses besoins, dans le respect de la réglementation en vigueur, en particulier le Code des marchés publics, et sous la condition de l'information régulière du conseil des décisions prises en application des délégations conférées au directeur.

Pour mémoire, le conseil a en effet, en matière de marchés, donné délégation au directeur pour le lancement, la passation et le suivi des marchés à procédure adaptée (MAPA), à savoir les marchés dont les montants, à la date du 13 décembre 2011, sont inférieurs aux seuils définis à l'article 26, II du Code des marchés publics. A cette date, il s'agit des marchés de fournitures et services d'un montant inférieur à 193 000 € hors taxe et des marchés de travaux d'un montant inférieur à 4 845 000 € hors taxe.

#### - Commission d'appel d'offres

Les marchés d'un montant supérieur à ces seuils seront attribués par une commission d'appel d'offres à caractère permanent. Pour les EPCC, les commissions d'appel d'offres sont composées des membres suivants : le Président ou son représentant qui agit en président, et deux membres au minimum de l'organe délibérant et désigné par celui-ci, et quatre au maximum.

Par ailleurs, il est procédé, selon les mêmes modalités, à la désignation de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Le conseil a délibéré le 22 novembre 2011 sur le principe de trois membres de la commission, en plus du Président ou de son représentant, et remis la désignation de ses membres titulaires et permanents au conseil du 13 décembre, date à laquelle le conseil sera doté de l'ensemble de ses membres.

#### - Commission consultative des marchés

Le conseil a également délibéré le 22 novembre 2011 en vue de la création d'une commission consultative des marchés, compétente pour donner son avis sur l'attribution des marchés d'un montant supérieur à 50 000 euros hors taxe, c'est-à-dire d'un montant significatif mais inférieur aux seuils rendant obligatoire une attribution des marchés par la CAO (procédures formalisées).

Cette instance est composée des mêmes membres titulaires et suppléants que ceux de la CAO, et se réunit sans condition de quorum mais en la présence indispensable de son président.

Aussi est-il proposé de procéder à la désignation des membres du conseil siégeant à la commission d'appel d'offres et la commission consultative des marchés du Pôle.

### Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré,  
vu l'article 22 du code des marchés publics

vu les articles L.1431-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales

- désigne :

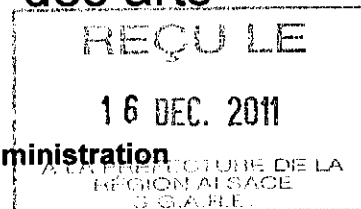
- M. Michel SAMUEL-WEISS en qualité de représentant de M. Daniel PAYOT, Président ;
- en tant que membres titulaires de la commission d'appel d'offres et de la commission consultative des marchés du Pôle :
  - Mme Michèle SEILER,
  - M. Alain SPOHR,
  - M. Emmanuel SEJOURNE ;

en tant que membres suppléants de la commission d'appel d'offres et de la commission consultative du Pôle :

- Mme Françoise BUFFET,
- M. Yanick WEYNACHT,
- M. Philippe GEISS.



# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts



Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 025-2011

Séance du : 13 décembre 2011  
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 9 dont 6 avec procuration de vote  
Absents non excusés : 1 sans procuration de vote

## 8° point de l'ordre du jour : autorisation à signer la convention de partenariat ERASMUS

Le Conseil, après en avoir délibéré

- approuve le contrat financier 2011 dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie entre le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et l'agence Europe-Education-Formation France, joint en annexe, et autorise le Président à signer ledit contrat,
- approuve l'encaissement des recettes correspondant aux différentes indemnités prévues au contrat,
- autorise le Pôle à reverser directement ces indemnités à leurs bénéficiaires.

### Vote

Votants : 24  
Pour : 24  
Contre : 0  
Abstention : 0

### **Adopté**

Le Président

Daniel PAYOT

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration  
n° 25-2011 du 13 décembre 2011

**Objet : Autorisation à signer le contrat financier 2011 dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie de l'Union européenne (Erasmus)**

## Exposé des motifs

La déclaration commune des ministres de l'éducation de 29 pays européens, signée à Bologne le 19 juin 1999, donne les indications pour la construction commune de l'Europe, « *s'appuyant notamment sur le renforcement de ses dimensions intellectuelles, culturelles, sociales, scientifiques et technologiques* ». Le texte souligne « *l'importance primordiale de l'éducation et de la coopération dans l'enseignement afin de développer et renforcer la stabilité, la paix et la démocratie des sociétés* ».

Les échanges d'étudiants et d'enseignants font partie intégrante de cette dimension européenne de l'enseignement supérieur et se font notamment, sous l'égide de l'Union européenne, dans le cadre du programme sectoriel ERASMUS du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie, mis en place par la Commission européenne et qui vise à créer un espace européen de l'enseignement supérieur.

Les échanges ont démarré à l'Ecole supérieure des arts décoratifs il y a une vingtaine d'année et constituent aujourd'hui le socle de la politique des relations internationales de cet établissement qui envoie chaque année en mobilité ERASMUS une quarantaine d'étudiants en en accueille autant chaque année.

C'est dans la continuité de sa politique d'ouverture sur l'espace européen, initiée il y a une quinzaine d'années et fort de son expérience d'accueil d'étudiants étrangers (entre 150 et 180 de 45 nationalités différentes), que le Conservatoire de musique de Strasbourg avait déjà obtenu il y a six ans, bien que n'ayant pas le statut d'établissement d'enseignement supérieur, l'agrément donnant la possibilité à ses étudiants de bénéficier du programme ERASMUS. En 2010/11, un étudiant est en mobilité et 20 sont accueillis dans le cadre de ce programme.

Ces échanges sont bien entendu appelés à se développer dans le cadre du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts et permettront de renforcer le réseau européen des écoles partenaires des différents sites du Pôle, qui sont d'ores et déjà bien placés aux niveaux national et international pour leur politique dynamique de coopération européenne.

Tous les ans la Commission européenne attribue une allocation forfaitaire pour favoriser la mobilité des étudiants.

Depuis septembre 2004 et jusqu'à aujourd'hui, l'Agence Europe-Education-Formation-France en effectuait le versement direct à la Ville de Strasbourg. L'Ecole supérieure des arts décoratifs et le Conservatoire de musique de Strasbourg avaient obtenu le droit de reverser ces indemnités aux étudiants en mobilité.

Le présent contrat Erasmus – joint en annexe - vise à permettre au Pôle, désormais, de percevoir les différents types d'indemnités que prévoit le programme Erasmus, à savoir :

- la mobilité des étudiants « Etudes »,
- la mobilité des étudiants « stages »,
- la mobilité d'enseignement,
- la mobilité de formation,

## CONTRAT FINANCIER 2011

dans le cadre du programme d'Education et de Formation Tout au Long de la Vie [1]

Contrat financier n°2011-1-FR1-ERA02-25045

Programme sectoriel - ERASMUS

### L'agence Europe-Education-Formation France

Programme Erasmus Mobilité

25 Quai des Chartrons

33080 Bordeaux Cedex

N° SIRET : 187 512 512 000 34

ci-après dénommée "l'agence nationale", représentée aux fins de la signature du présent contrat financier par **Monsieur Antoine GODBERT, Directeur**

d'une part

Et

### Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

1 Place Dauphine

67000 STRASBOURG

Code Erasmus : STRASBO51

Charte N° : 357454-IC-1-2011-FR-ERASMUS-EUCX-1

ci-après dénommé(e) le bénéficiaire, représenté(e) aux fins de la signature du présent contrat financier par

**M. Daniel PAYOT, Président**, son représentant légal,

d'autre part

ont convenu

Ce contrat financier est à imprimer et à renvoyer **dans les 45 jours suivant son envoi** par l'agence nationale par voie postale (en **3 exemplaires avec signature et tampon originaux**) et accompagné de deux RIB (en cas de *modification des coordonnées bancaires depuis l'envoi du formulaire de candidature*) à l'attention de **votre gestionnaire** à l'adresse suivante :

Agence Europe-Education-Formation France  
Département Gestion - Pôle Erasmus  
25 quai des Chartrons  
33080 BORDEAUX Cedex

### Cadre réservé à l'agence nationale

Vérification :

Visa :

[1] Décision n°1720/2006/EC du parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 établissant un programme d'action dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, publié au journal officiel des communautés européennes n°L327/45 du 24 novembre 2006.

## CONDITIONS PARTICULIERES

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA SUBVENTION

- 1.1 L'agence nationale a décidé de subventionner le bénéficiaire pour un projet de mobilité Erasmus dans le cadre du Programme d'Education et de Formation Tout au Long de la Vie.
- 1.2 Le bénéficiaire accepte la subvention dans les termes et conditions du présent contrat. Il s'engage à tout mettre en œuvre pour réaliser, sauf en cas de force majeure, l'action décrite dans l'annexe VI. En particulier, dans la mise en œuvre de l'action, le bénéficiaire respectera strictement la Charte Universitaire Erasmus standard ou la Charte Universitaire Erasmus étendue (combinée ou stage uniquement) et les engagements de mobilité décrits dans l'annexe III.

### ARTICLE 2 – DUREE

- 2.1 Le contrat entre en vigueur à la date de signature par la dernière des deux parties (l'agence nationale).
- 2.2 La période d'éligibilité des activités débute le **1er juin 2011** inclus et se termine le **30 septembre 2012** inclus.

- Cette subvention est déterminée sur la base du nombre total de participants (étudiants sortants y compris les étudiants non-allocataires; enseignants et autres personnels y compris les personnels en mobilité de formation non-allocataires; personnels des entreprises invités), et sur la base de 4 tranches dégressives mentionnées dans l'Annexe VI. Néanmoins, une marge de 10 % est tolérée, ce qui signifie que si le nombre de mobilités réalisé est inférieur de 10 % au nombre de mobilités indiqué à l'article 3.1, la subvention OM n'est pas revue à la baisse. Un nombre de mobilités réalisé supérieur au nombre de mobilités prévu au contrat n'entraînera pas une augmentation de la subvention OM.
- La subvention OM ne pourra pas être réduite à moins de 500 euros, même si le nombre de mobilités réalisé est inférieur au nombre de mobilités prévu dans le contrat, sauf en cas d'absence totale de mobilité en 2011-2012, auquel cas la subvention OM est égale à zéro.

3.3 Tout autre coût lié à l'activité est à la charge du bénéficiaire.

### 3.4 Transfert entre lignes budgétaires

Le bénéficiaire peut transférer :

- ☐ dans la limite des fonds disponibles sur chaque ligne débitée et
- ☐ uniquement si le transfert permet de financer une augmentation de la durée dans la ligne créditée (dans le respect des plafonds d'allocation) et
- ☐ selon les plafonds suivant :
  - jusqu'à 100 % du montant de la SMS vers la SMP et inversement
  - jusqu'à 100 % du montant de la STA vers la STT et inversement
  - jusqu'à 100 % du montant de l'OM vers la SM dans la limite du montant éligible recalculé selon le nombre d'individus déclaré dans le rapport intermédiaire (comme indiqué dans le paragraphe 3.2 ci-dessus)
  - jusqu'à 100 % du montant de l'OM vers la ST dans la limite du montant éligible recalculé selon le nombre d'individus déclaré dans le rapport intermédiaire (comme indiqué dans le paragraphe 3.2 ci-dessus)
  - jusqu'à 20 % du montant de la ST vers la SM

Aucun autre transfert n'est autorisé.

### 3.5 Modification du montant maximum contractuel

Si des reliquats sont disponibles au niveau national, ils peuvent être distribués aux établissements. Le montant maximum total indiqué à l'article 3.1 du contrat peut être revu à la hausse si le bénéficiaire fait état de plus de mobilités dans son rapport intermédiaire qu'initialement prévu. Le bénéficiaire doit soumettre et envoyer son rapport intermédiaire selon la procédure définie dans l'Annexe VI et au plus tard le **17 février 2012**. Le bénéficiaire doit indiquer dans son rapport intermédiaire le nombre de mobilités déjà engagé au titre de la première tranche, la meilleure estimation du nombre de mobilités qu'il est en mesure d'utiliser d'ici la fin de la période de convention de subvention et le montant des fonds qui restent inutilisés le cas échéant.

Si le bénéficiaire déclare un nombre de mobilités inférieur au nombre initialement prévu, le montant maximum contractuel peut être revu à la baisse.

Toute augmentation ou réduction fait l'objet d'un avenant écrit au présent contrat. L'avenant est effectif après la signature par la dernière des deux parties (agence nationale).

### 3.6 Principes de répartition des fonds aux individus en mobilité.

#### 3.6.1 Mobilité étudiante

## 4.2 Paiement du solde

Le bénéficiaire soumet un **rapport final** à l'agence nationale au plus tard le 30 septembre 2012, **selon le modèle fourni en annexe II**. Le rapport final est considéré comme une demande de versement du solde du contrat financier.

L'agence nationale peut demander le remboursement partiel ou total d'une quelconque avance si :

- Le rapport final et/ou les justificatifs ne sont pas soumis dans les délais impartis ;
- Le rapport final est incomplet malgré les relances adressées par l'agence nationale au bénéficiaire ;
- L'activité n'est pas exécutée conformément aux dispositions du présent contrat, excepté si le bénéficiaire se trouve dans l'incapacité d'exécuter ladite action pour raison de force majeure.

L'agence nationale peut également demander au bénéficiaire de lui fournir la copie des documents suivants :

Pour la mobilité des personnels :

- pour la contribution aux frais réels, c'est-à-dire pour les frais de voyage (frais de visa inclus) : factures, reçus, titres de transports, photocopie du visa, carte d'embarquement, preuve de paiement ;
- pour les frais de séjour : attestation de présence signée par l'établissement/organisme d'accueil portant mention des dates effectives de la mobilité.
- pour les allocations forfaitaires : le rapport de l'étudiant, les justificatifs de transport ou tout autre document justifiant les dates d'arrivée et de départ dans le/du pays d'accueil.
- pour l'organisation de la mobilité : la liste des individus ayant effectué une mobilité.

Pour la mobilité étudiante :

- pour les allocations forfaitaires : la preuve de la participation à l'action. En premier, une attestation de présence signée par l'établissement d'accueil justifiant les dates d'arrivée et de départ dans le/du pays d'accueil, le rapport final de l'étudiant ou tout autre document justifiant les dates d'arrivée et de départ dans le/du pays d'accueil.

Pour l'organisation de la mobilité :

- la liste des individus ayant effectué une mobilité.

Tous les montants doivent être déclarés dans le rapport final en euro. Le bénéficiaire doit convertir tous les coûts en euro sur la base du taux de change en vigueur le jour du paiement de l'avance par l'agence nationale. Les taux de conversion sont disponibles à l'adresse suivante :

[http://www.finances.gouv.fr/a\\_votre\\_service/informations\\_pratiques/chancellerie/recherche.php](http://www.finances.gouv.fr/a_votre_service/informations_pratiques/chancellerie/recherche.php)

Dans les 45 jours suivant la soumission du rapport final, l'agence nationale doit approuver ou rejeter ce rapport ainsi que tout document complémentaire. Cette période peut être suspendue lorsque l'agence nationale demande des justificatifs supplémentaires ou toute information au bénéficiaire. Dans ce cas, le bénéficiaire a 30 jours pour transmettre les documents ou informations complémentaires.

Dans les 45 jours suivant l'approbation du rapport final, l'agence nationale notifie par écrit au bénéficiaire le montant définitif du contrat et selon les cas, procède au versement du solde ou émet une décision de recouvrement.

## 4.3 Le bénéficiaire utilise les outils informatiques requis par l'agence nationale et la Commission Européenne, en accord avec les instructions qui seront fournies à cet effet, pour la soumission des rapports ou pour permettre la diffusion des projets.

- 9.4 Le bénéficiaire respectera l'exigence spécifiée dans le guide LLP 2011 selon laquelle l'action ne bénéficiera du soutien financier d'aucune autre subvention émanant du budget de l'Union Européenne. En cas de non respect de cette exigence, l'agence nationale se réserve le droit de résilier le présent contrat en invoquant l'article 12.2. g) et d'appliquer les corrections financières citées à l'article 12 des conditions générales.
- 9.5 Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie, tout produit ou matériel créé à l'aide de la subvention, et dans toute déclaration ou tout entretien, conformément aux lignes directrices relatives à l'identité visuelle fournies par la Commission européenne à l'adresse suivante :  
[http://ec.europa.eu/dgs/education\\_culture/publ/graphics/identity\\_en.html](http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/publ/graphics/identity_en.html)  
Toute référence faite, dans quelque publication que ce soit – y compris sur Internet – au soutien financier reçu de la Commission Européenne, doit être accompagnée d'une mention établissant clairement que le contenu de la publication n'engage que son/ses éditeur(s) et ne constitue en rien le point de vue de la Commission ou de ses services.
- 9.6 Le bénéficiaire doit participer à au moins une réunion organisée par l'agence nationale.
- 9.7 En complément de l'article 5 des conditions générales, et à des fins de communication avec le public, le bénéficiaire autorise l'agence nationale et la Commission Européenne à publier, sous quelle que forme ou média que ce soit, y compris internet, l'adresse internet du bénéficiaire.

<p>Le bénéficiaire (représentant légal)</p> <p><b>M. Daniel Payot, Président</b></p>    <p>Signature</p> <p>Cachet</p>   <p>Fait à , le</p>	<p>L'agence nationale</p> <p><b>Monsieur Antoine GODBERT, Directeur</b></p>    <p>Signature</p>   <p>Fait à Bordeaux, le</p>
--	---